



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle-Aquitaine**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

portant prescriptions complémentaires à la société

***Domaine des Quillets pour l'exploitation d'une distillerie et de chais
de stockage d'alcool de bouche sur la commune de Champagne-Vigny***

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2025 portant enregistrement de la société Domaine des Quillets pour l'enregistrement d'un site de distillations et de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole, et de préparation et stockage de vins au lieu-dit Les Quillets sur la commune de Champagne-Vigny ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 3 mars 2026 faisant suite à l'inspection du 3 février 2026 ;

Vu le courriel transmis à l'exploitant le 5 mars 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu le retour de l'exploitant en date du 12/03/2026 sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2026 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

Considérant les articles L.512-7-5 et R.512-46-22 du code de l'environnement qui stipulent que postérieurement à la mise en service de l'installation, le préfet fixe par arrêté complémentaire, sur proposition de l'inspection des installations classées, des prescriptions complémentaires visant à protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;

Considérant que l'existence du chai de distillation et sa proximité avec la maison d'habitation bénéficient d'une antériorité datant de 1998 ;

Considérant que la maison d'habitation localisée dans le site ICPE exploité par la société Domaine des Quillets à Champagne Vigny, localisée à 7 m du chai de distillation, est occupée par la famille de l'exploitant, considérée comme des tiers ;

Considérant que l'exploitation de la distillerie et des chais se font sous la surveillance directe de l'exploitant et qu'en son absence les locaux sont fermés à clé et de ce fait, sont rendus inaccessibles aux tiers ;

Sur proposition de la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac ;

ARRÊTE

Article 1

Les prescriptions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2025 portant enregistrement de la société Domaine des Quillets pour la préparation et stockage de vins, la distillation et stockage d'alcools de bouche d'origine agricole sur la commune de Champagne-Vigny sont abrogées au profit des dispositions édictées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Dispositions visant à protéger les occupants de la maison d'habitation à l'intérieur du site

Une porte a minima de classe EI 120 est installée au niveau du chai de distillation, du côté qui donne sur le local à usage d'habitation présent sur le site ou à défaut, l'exploitant bouche cette ouverture avec des matériaux qualifiés coupe-feu 4h. Les justificatifs associés à la mise en conformité à ce propos sont tenus à la disposition de l'inspection.

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société Domaine des Quillets qui exploite une distillerie et des stockages d'alcools sur un site localisé sur la commune de Champagne-Vigny met en place une détection automatique incendie dans les chais de stockage d'alcools (distillation et vieillissement) et la distillerie du site avec alarme dont les reports sonores (la portée acoustique de ces derniers doit être suffisante) alertent le personnel exploitant et également les tiers occupant la maison d'habitation.

Ces reports sonores, en cas de détection incendie, permettent aux tiers supra et au personnel exploitant de se mettre en sécurité.

Article 3 - Délais et voies de Recours-Publicité-Exécution

CHAPITRE 3.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

CHAPITRE 3.2 - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté complémentaire environnemental est déposée à la mairie de Champagne-Vigny et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Champagne-Vigny pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 3.3 - EXÉCUTION

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Champagne-Vigny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société **DOMAINE DES QUILLETS** et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le **29 AVR. 2026**

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC

